

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bâtiment B
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECAP'BRENNE

2 allée Gaspard Monge
ZI des Daubourgs
36300 Le Blanc

Références : -

Code AIOT : 0010006384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement DECAP'BRENNE implanté 2 ALLEE GASPARD MONGE 36300 Le Blanc. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECAP'BRENNE
- 2 ALLEE GASPARD MONGE 36300 Le Blanc
- Code AIOT : 0010006384
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DECAP BRENNE est composée de 2 salariés et l'entreprise réalise du traitement de surface par voie chimique.

L'activité de l'entreprise a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-E-3858 du 27 décembre 2004.

L'entreprise DECAP BRENNE est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2565-2a de la nomenclature des installations classées : revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique (procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1500 litres) ;

Les activités de l'entreprise sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 et par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 9
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 27/03/2026, article R.181-46	Demande d'action corrective	60 jours
2	Conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 27/03/2026, article R.512-75-1 et R.512-66-1	Demande d'action corrective	60 jours
3	Détection sur l'installation de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d	Demande d'action corrective	60 jours
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.2.a.3	Demande d'action corrective	60 jours
12	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	Demande d'action corrective	60 jours
13	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Demande d'action corrective	60 jours
14	Prévention des sinistres	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 03/03/02	Sans objet
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.2.c	Sans objet
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet
9	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet
10	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet
11	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.3.5	Sans objet
15	Prévention des sinistres	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.3.1	Sans objet
16	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2026, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploiter
Prescription contrôlée : I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts

mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32-1 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 23-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.

III. - Pour les installations relevant de l'article L. 15-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L.515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

L'activité de décapage chimique utilisant des liquides (rubrique 2565-2a - Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) initialement soumise au régime de l'autorisation (Arrêté Préfectoral du 27/12/2004) est désormais soumise au régime de l'enregistrement suite à une modification de la nomenclature des installations classées (modification en date du 9 avril 2019).

L'exploitant n'a pas informé le Préfet de son changement de régime et n'a pas demandé le fonctionnement au bénéfice des droits acquis (article R513-1 du code de l'environnement). De même, le nombre de cuves et le volume de ces dernières est inférieur à ceux déclarer. En effet, l'exploitant n'utilise plus qu'une seule cuve, pour l'activité de décapage chimique ; le volume de cette dernière est de 3 500 litres alors que le volume déclaré est de 21 805 litres. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet.

Pour les cuves, l'exploitant indique que toutes les modifications avaient déjà été réalisées avant qu'il ne reprenne l'entreprise en 2016.

Constat : les modifications des conditions d'exploitation n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2026, article R.512-75-1 et R.512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 12-39-2, R. 512-46-26 et R.512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne réalise qu'une seule activité qui est le décapage chimique. Cette dernière est soumise à la rubrique 2565-2a - Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, procédés utilisant des liquides, le volume des cuves étant supérieur à 1500 litres.</p> <p>L'exploitant précise qu'il ne réalise plus l'activité de nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (rubrique 2564) et qu'il n'utilise donc pas de dichlorométhane.</p> <p>L'arrêt de cette activité soumise à déclaration (DC) au titre de la rubrique 2564-1c, n'a pas fait l'objet d'une cessation d'activité.</p> <p>L'exploitant indique que la cessation de cette activité était déjà effective avant qu'il ne reprenne l'entreprise en 2016.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas réalisé la cessation de l'activité relevant de la rubrique 2564-1c en application de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Détection sur l'installation de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d
Thème(s) : Actions régionales, Détection sur l'installation de TS
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'un dispositif de détection automatique d'incendie. Constat : l'installation n'est pas dotée d'un dispositif de détection automatique d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Schémas des réseaux
Prescription contrôlée :

[...]

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

[...]

Constats :

Vu le plan des réseaux à jour (document actualisé et transmis suite à la visite d'inspection).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 03/03/02

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des effluents

Prescription contrôlée :

Les eaux doivent être collectées selon leur nature et, le cas échéant, la concentration des produits qu'elles transportent, et acheminées vers les traitements dont elles sont justifiables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci-après. À cette fin, le réseau de collecte des effluents de l'établissement sera de type séparatif. Il devra séparer les différents effluents tels que défini au paragraphe 3.3.2.a du présent arrêté.

[...]

Constats :

L'installation comporte 4 réseaux distincts :

- un réseau de collecte des eaux de pluie provenant du ruissellement des voies de circulation et des aires de stationnement ;
- un réseau de collecte des eaux de pluie provenant des toitures des bâtiments ;
- un réseau de collecte des eaux usées (sanitaires) ;
- un réseau interne au bâtiment permettant de récupérer les eaux de lavage, les eaux provenant d'un déversement accidentel ou de l'extinction d'un incendie (présence d'un caniveau devant chaque ouverture). Ce réseau fonctionne en circuit fermé car les eaux sont collectées au niveau de la station de l'aire de rinçage, puis réutilisées après traitement.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.2.a.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement des voies de circulation et des aires de stationnement sont collectées par un réseau spécifique de l'établissement, puis acheminées vers un décanteur déshuileur avant d'être rejetées dans le bassin tampon de la zone industrielle. Le décanteur déshuileur doit être dimensionné afin de répondre aux volumes d'eaux collectés de la surface considérée et de l'évènement pluvieux décennal le plus critique de la région. Il doit être équipé d'un obturateur automatique et d'un déversoir d'orage adapté permettant le traitement du premier flot. L'installation doit être fréquemment visitée, maintenue en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassée aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées comme il est dit à l'article 3.6.6 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que le décanteur-déshuileur n'a pas été entretenu récemment. Il précise qu'il a passé commande le 12 mars 2026. Vu le devis et la commande correspondante. Constat : l'exploitant n'entretient pas régulièrement son décanteur-déshuileur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des effluents
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif capable de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes permettant la rétention

étanche des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués. [...]
Constats : Vu la cuve béton servant de rétention aux cuves de la station de l'aire de lavage et de confinement en cas de pollution. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Prescription contrôlée : I. Dispositions générales Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]
Constats : Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des surfaces étanches en béton. Ces surfaces sont aménagées de façon à pouvoir récupérer les éventuelles fuites (présence de caniveaux reliés au réseau de collecte interne au bâtiment + forme de pente sur certaines parties du bâtiment). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : I. Dispositions générales [...]
Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs

<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la zone de stockage de produits dangereux.</p> <p>Le jour de l'inspection, chaque réservoir présent était stocké sur un bac de rétention étanche. Les capacités de rétention des bacs étaient adaptées aux volumes des réservoirs stockés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. Cuves et chaînes de traitement</p> <p>Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve de traitement est une cuve métallique à double paroi, la capacité de rétention est donc adaptée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage – Données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.
Constats : Vu le classeur de l'entreprise regroupant les différentes fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés par l'entreprise. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des émissions polluantes
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. [...]
Constats : L'exploitant indique que son système de captation des émissions atmosphériques est hors d'usage. L'exploitant précise qu'il travaille sur le remplacement de son installation et qu'il est accompagné par la CARSAT sur ce sujet. Il envisage une installation pour 2026.
Constat : l'exploitant ne capte pas les émissions atmosphériques émises par ses activités de

traitement chimique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 48 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés l'article 58-1. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'il ne contrôle pas ses émissions atmosphériques. Constat : l'exploitant n'a pas mis en place un programme de surveillance de ses émissions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Prévention des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques dues aux produits mis en œuvre ou stockés, selon 3 types :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones à risque permanent ou fréquent, - les zones à risque occasionnel, - les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins. <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment, - zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal, - zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Ces zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Tout local comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan des zones de dangers affiché dans les locaux. Ce dernier identifie les 3 types de zones. Les différentes zones n'ont pas été correctement identifiées car tout local comportant une zone de dangers doit être considéré dans son ensemble comme zone de dangers.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas correctement identifié les zones de dangers de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Prévention des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accès des secours extérieurs

Prescription contrôlée :

L'établissement est accessible pour permettre l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin.

Constats :

L'établissement est accessible pour permettre l'intervention des Services d'Incendie et de Secours.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 3.7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications. Ce contrôle est effectué au minimum une fois par an. Il est remédié à toute déféctuosité relevée dans les délais les plus brefs.

Constats :

Vu le dernier rapport de vérification des installations électriques et le Q18 réalisés par Contrôle Conseil Sécurité suite au contrôle réalisé le 20/02/2026 (Référence EE-E-260220-001). Les deux rapports ne font mention d'aucune non-conformité.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite